Marier écologie et emploi : est-ce vraiment compatible ?

Jean-Marie Harribey

L'Humanité, 11 avril 2014

Entretien réalisé par Jérôme Skalski

1. À quelles alternatives économiques le projet d'une « croissance verte » ouvre-t-il dans le contexte d'une économie dominée par la logique du profit et de la financiarisation ?

Le capitalisme mondialisé atteint un tel point de crise que le modèle de développement qu'il a imposé, productiviste et destructeur, est dans une impasse : il ne peut aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail et de la nature. Croire à la croissance infinie, fût-elle verte, est une nouvelle figure mystificatrice. Il convient donc de mettre en œuvre une transition qui enclenche une véritable bifurcation du mode de développement. Sortir de la crise ne se fera pas par une relance aveugle de la production et de la consommation, mais par la priorité absolue donnée aux investissements de transition énergétique, de reconversion industrielle et agricole, pour des infrastructures de transports collectifs. Pour, à moyen terme, déconnecter l'amélioration du bien-être de la croissance.

2. La prise en compte du critère écologique dans la production implique-t-elle de renoncer au travail pour tous ou aux perspectives de libération du temps de travail offertes potentiellement par les progrès technologiques ?

Au contraire, sortir du productivisme signifie réduire le temps de travail de tous pour tendre à nouveau vers le plein emploi. La reconversion de l'économie se traduira par un solde net de création d'emplois, mais la réinsertion de 4 ou 5 millions de chômeurs en France (plus de 20 dans l'Union européenne) demandera en outre une RTT massive et continue. Évidemment, cela suppose une modification radicale de la répartition des revenus, afin de mettre un coup d'arrêt à la captation de la valeur ajoutée par les actionnaires. En parallèle, une profonde réforme fiscale est indispensable pour restaurer une plus forte progressivité et instaurer des pollutaxes. C'est dire que la transformation du modèle de développement signifie une transformation parallèle des rapports sociaux car le productivisme est inhérent au capitalisme.

3. Quelles mesures mettre en oeuvre?

Pour amorcer la transition sociale et écologique, engager immédiatement un programme de rénovation thermique des bâtiments et logements, ainsi qu'une planification de la sortie du nucléaire et de la progression des énergies renouvelables au fur et à mesure de la moindre utilisation des énergies fossiles. Relocaliser le plus possible les productions, notamment agricoles et alimentaires. Soumettre les échanges internationaux à des accords fondés sur des normes sociales et environnementales. Retrouver la maîtrise budgétaire et monétaire en constituant avec quelques pays soumis aux mêmes diktats d'austérité un pôle de coopération pour enfreindre les traités européens. Socialiser les banques et taxer les transactions financières.